



Financé par l'union européenne



PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT D'URGENCE PDU NIGER / TCHAD

FLASH REPORT N°6

État d'avancement des activités trimestriels

Deuxième trimestre 2023 : Avril - Juin

Soumission : Aout 2023



Dargol, bénéficiaires de transfert monétaire du village de Hellokoubou,
Avril 2023

TABLE DES MATIÈRES

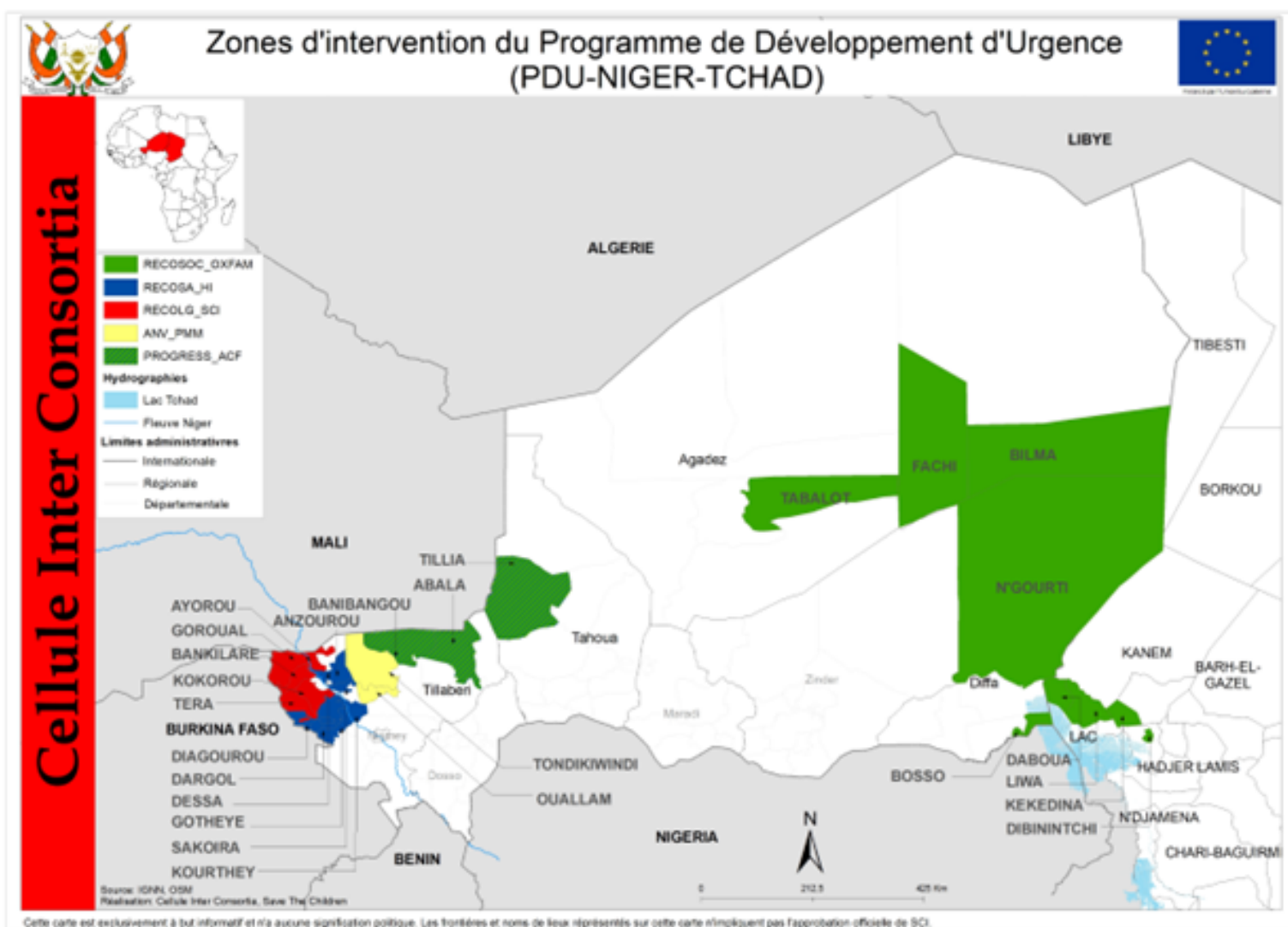
I. Résumé de l'action

II. Introduction

III. État d'avancement des Consortia

1. Protection Sociale
2. Santé nutrition
3. Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
4. Gouvernance Locale
5. Cohésion Sociale

IV. Les bonnes pratiques à consolider par les consortia ce trimestre



I. RÉSUMÉ DE L'ACTION

Le projet Inter Consortia du programme de Développement d'Urgence - Niger et Tchad (PDU-UE) est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Save The Children International. L'objectif général de l'action est de contribuer à améliorer les conditions de vie et la résilience des communautés dans les zones transfrontalières de l'Ouest et de l'Est du Niger, à travers une démarche de coordination et d'harmonisation, d'amélioration de la qualité des interventions des consortia, et de renforcement des politiques nationales en matière de résilience, filets sociaux et cohésion sociale. Le projet est mis en œuvre sur une période de 48 mois, du 1er septembre 2020 au 30 août 2024.

Au Niger, le PDU-UE est mis en œuvre par 5 consortia (ANV, PROGRESS, RECOLG, RECOSA, RECOSOC) composés de 23 organisations dans 4 régions du Niger (Tillabéry, Tahoua, Agadez et Diffa) et 2 régions du Tchad (Kanem). Voir carte ci-dessus.

Dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire, le PDU-UE développe une approche intégrant le renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations, tout en consolidant les dynamiques de nexus avec les acteurs d'urgence. Ainsi, les partenaires de mise en œuvre du PDU articulent leurs interventions autour des 5 thématiques suivantes : (1) Protection Sociale, (2) santé nutrition, (3) Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, (4) Gouvernance Locale, (5) Cohésion Sociale. **Ce rapport (flash report), présente l'état d'avancement agrégé des activités planifiées sous chaque thématique jusqu'au 30 juin 2023 au Niger et au Tchad**, ainsi que les activités phares réalisés ce trimestre. Il a pour objectif de mieux comprendre les avancées des 5 consortia sous chaque domaine de changement/ résultats attendus, ainsi que les principaux défis rencontrés au cours du 2ème trimestre de l'année 2023.

- ✓ R1 : Favoriser l'accès de ménages très vulnérables à un système de protection sociale,
- ✓ R2 : Accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base dont l'accès de certaines aux services de santé et nutrition et d'autres aux services de protection,
- ✓ R3 : Préservation et promotion des moyens d'existence auprès des ménages dont les ménages TP bénéficiant d'un paquet multisectoriel,
- ✓ R4 : Amélioration des relations des habitants et des représentants des autorités de l'État dans les communes du projet,
- ✓ R5 : Amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits pour les habitants des communes du projet.

II. INTRODUCTION

Ce sixième rapport d'état d'avancement, couvrant la période du 1er avril au 30 juin 2023, met en évidence les principales réalisations des cinq consortia. Ces réalisations ont été accomplies malgré le contexte sécuritaire très instable dans leurs zones d'intervention, qui a affecté la mise en œuvre des activités sur le terrain. Les mesures d'atténuation des risques sécuritaires mises en place par les consortia, notamment le renforcement des capacités locales à travers les relais communautaires, ainsi que la collaboration étroite avec les autorités locales et les services techniques, ont permis la réalisation de toutes les activités planifiées sur le terrain. Il est également important de noter que ce trimestre a été marqué par une diminution progressive des activités sur le terrain de quatre des cinq consortiums (RECOLG, RECOSA, RECOSOC, PROGRESS) qui entament leur dernière année de mise en œuvre. Les activités liées à la cohésion sociale connaissent toujours un ralentissement en raison de la détérioration du contexte sécuritaire dans la zone du PDU-UE, ce qui n'a pas favorisé une forte mobilisation des acteurs et qui complique certaines dynamiques au sein des communes.

En outre, un accent particulier a été mis sur les initiatives d'apprentissage, de capitalisation et de durabilité (comme les missions conjointes avec les autorités et les équipes terrains et l'élaboration de plan d'actions) par ces derniers en vue de mieux gérer et documenter les connaissances générées tout au long de la mise en œuvre du programme PDU-UE. Ce processus de gestion des connaissances fait également l'objet d'accompagnement et d'encadrement par la cellule interconsortia Niger-Tchad.

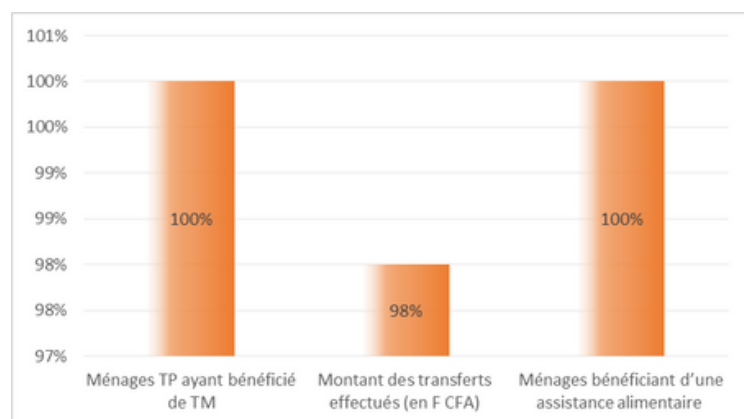
Les données relatives aux progrès réalisés au cours de ce deuxième trimestre 2023 sont compilées et regroupées par domaines de changement, à savoir la protection sociale, la promotion de la nutrition pour les enfants de moins de 5 ans et l'accès aux services de santé, la promotion des moyens d'existence des ménages très pauvres, la gouvernance locale, et la prévention et la gestion des conflits. Une représentation spatiale de l'état d'avancement des activités par commune et par domaine de changement est présentée dans le chapitre suivant.

1. PROTECTION SOCIALE

Pendant ce deuxième trimestre de 2023, les activités de promotion de la protection sociale des ménages très pauvres se sont principalement concentrées sur les transferts monétaires inconditionnels, réalisés par deux des cinq consortiums, à savoir RECOSA et ANV. Au total, 5 242 ménages très pauvres des communes de Dargol, Dessa, Gotheye, Sakoiria Kourtey, Ouallam et Tondikiwindi ont reçu chacun une somme de 32 500 Fcfa, ce qui équivaut à un montant total de 165 745 000 Fcfa distribué au cours de ce trimestre. De plus, 300 ménages dirigés par des femmes ont bénéficié de 3 750 000 Fcfa dans le cadre de l'initiative "Cash for Learning", visant à encourager leur participation au programme d'alphabétisation lancé par le projet RECOSOC au Tchad. Il convient de noter que les consortiums RECOLG et RECOSOC ont aussi achevé toutes leurs activités de transfert monétaire inconditionnel. À la date de ce rapport, 98 % du montant prévu pour les transferts monétaires par l'ensemble des cinq consortiums ont été distribués à 11 801 ménages très pauvres, y compris les personnes déplacées internes et les hôtes. Voir la figure 1 ci-dessous pour plus de détails. Globalement, il existe un très bon taux d'atteinte des cibles et donc une bonne performance des consortia sous cette composante importante du paquet intégré. La stagnation des indicateurs de performances ce trimestre, s'explique par le fait que tout les ménages TP ont déjà été ciblés et par le fait que les consortia ont presque tous finit les activités de TM conformément à la planification.

A DATE NOUS AVONS :

FIGURE 1



11801 ménages TP (PDI et Hôtes) ciblés ont été touchés par les opérations de cash transfert conditionnel et inconditionnel



3 333 992 670 CFA (5 082 305 euro) ont été mis à la disposition de ces 11801 ménages TP sur un montant planifié de 3 413 467 329 CFA (5203797 euro) soit un taux de réalisation de 98%.

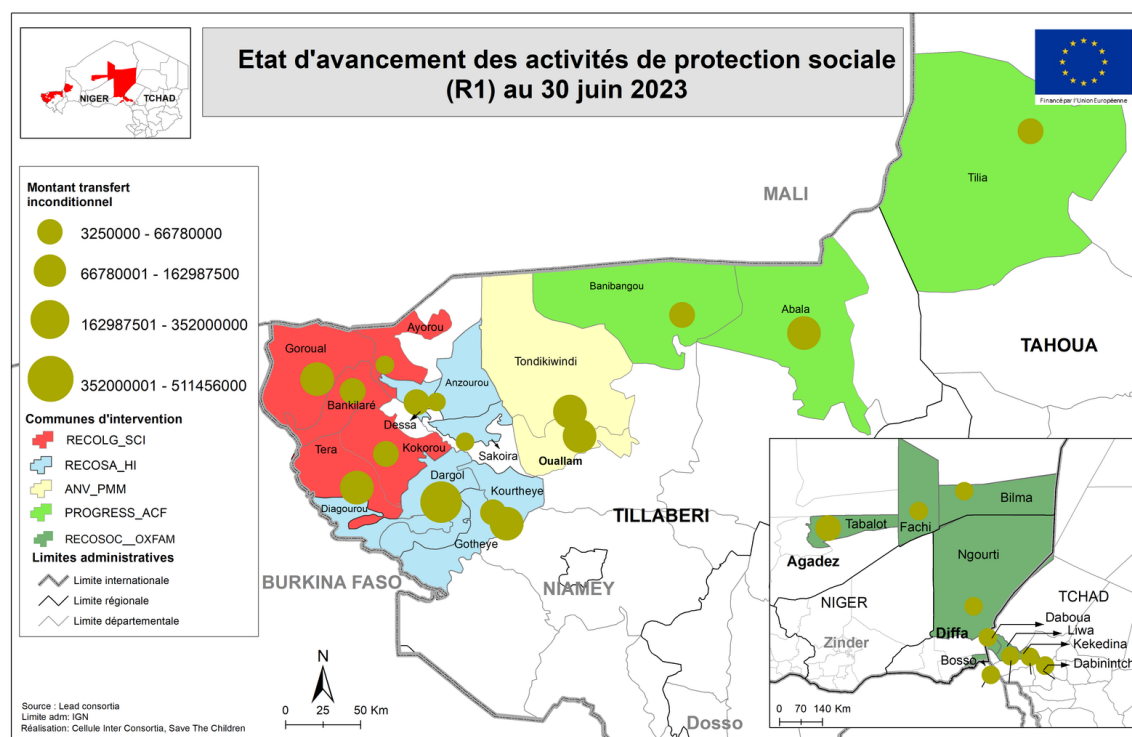


87 264 000 FCFA ont été mis à la disposition de 968 ménages femme pour le CFL



Assistance alimentaire : **38 727** personnes issues de 7 310 ménages TP (dont 34% de ménages dirigés par les femmes) soit un taux de réalisation de 79%

CARTE 1



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.

2. ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (SANTÉ NUTRITION)

L'objectif principal visé par les cinq consortia à travers cette composante est la promotion des bonnes pratiques en matière de santé-nutrition auprès des ménages en ciblant les femmes enceintes et allaitantes (FEFA), les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans, et l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité. Au cours de ce trimestre, une attention particulière a été accordée au renforcement des compétences locales en matière de prévention de la malnutrition. Cela s'est traduit par la formation des relais communautaires, la dotation des FEFA en 'PB' mère, et l'établissement d'un grand nombre de groupes de soutien à la nutrition au niveau communautaire. **Le nombre de ces groupes de soutiens à la nutrition est passé de 3 au premier trimestre à 501 au cours de ce trimestre.** De plus, des campagnes de dépistage de la malnutrition ont été menées. L'ensemble de ces efforts a permis de sensibiliser un grand nombre de personnes à la nutrition et de dépister un nombre significatif d'enfants de moins de 5 ans. En comparaison avec le premier trimestre de 2023, cela représente une augmentation de 153 % pour la sensibilisation et de 337 % pour le dépistage des enfants de moins de 5 ans. A cela s'ajoute le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des centres de santé afin d'assurer l'accès et la qualité des services aux populations, à travers des réhabilitations des infrastructures dans les communes de Dargol et Sakoiria, la dotation en médicaments et consommables médicaux et vivres dans les communes de Tillabéri, Gotheye, Ayorou et Téra. Par ailleurs **5722 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés grâce aux cliniques mobiles au cours du trimestre portant**

Les réalisations clés de ce deuxième trimestre ainsi que la mise à jour des progrès à la date du présent rapport et de l'atteinte des cibles sont présentées ci-dessous:

RÉALISATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2023

- **Formation et dotation en PB mère des FEFA :** 436 femmes en âge de procréer ont été formées et dotées à la mesure du périmètre brachial (PB) par le consortium PROGRESS (305) dans la commune de Tilla et RECOSOC (131) dans la commune de Dabimintchi au Tchad. Ce renforcement de capacité a permis de promouvoir une culture de dépistage systématique des enfants de 6 à 23 mois par les FEFA et d'accroître ainsi le nombre d'enfants dépistés dans les villages. Ce qui favorise la prévention efficace de la malnutrition au niveau communautaire.
 - **Dépistage des U5 :** 12 111 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés MAS et MAM aux niveaux communautaires et des centres de santé de Abala (4287), Tilla (5291), Banibangou (693), Tabelot (72), Fachi (92), Bilma (90) Ngourti (546), Bosso (210), Kakedina (190), Dibinintchi (340), Bankilare(39), Ayorou (261). Soit une augmentation de 337% par rapport au premier trimestre.
 - **Sensibilisation sur la nutrition :** 33 520 personnes ont été sensibilisées sur la nutrition dans les zones d'intervention de 4 consortiums soit une augmentation de 153% par rapport au trimestre précédent. Il s'agit notamment de : - RECOSA : communes de Sakoiria (10363), Anzourou (5476), - RECOSOC : communes de Fachi (54), Bilma (165), Ngourti (1255), Bosso (390), Kakedina (60), Dabinintchi (147) - RECOLG : communes de Tera (2196), Bankilaré (1220), Ayorou (1649), Kokorou (1773), Goroual (1746) et, - ANV : communes de Tondikiwindi (1247) et Oualam (5805).
 - **Vaccination des enfants 0-11 mois :** 5722 enfants âgés de 0 à 11 mois ont été vaccinés ce trimestre par le projet RECOLG dans les villages des cinq communes d'interventions.
 - **Groupes de soutien à la nutrition :** 501 groupes de soutien à la nutrition ont été mis en place et formés re dans les villages des trois communes d'intervention du projet ANV.
 - **Formation agent de santé :** 48 agents de santé ont été formés sur les thématiques de l'ANJE, EHA, PFE, ainsi que sur les techniques de communication interpersonnel dans la commune de Bosso
- Renforcement de capacité des centres de santé par les consortium RECOLG et RECOSA :**
- Réhabilitation de 6 CSI dont 3 de la commune de Dargol (Dargol, Djoubourga et Bangoutara) et 3 de la commune de Sakoiria (Diambala, Namari Goungou et Bonféba)
 - Dotation des 27 CSI (12 à Tillabéri, 10 à Gotheye et 5 à Téra) en médicaments et consommables médicaux ;
 - Dotation en 8, 37Tonnes de vivres, de 2 CSI de la commune de Ayorou et Tera pour la prise en charge des enfants malnutris et leurs accompagnants







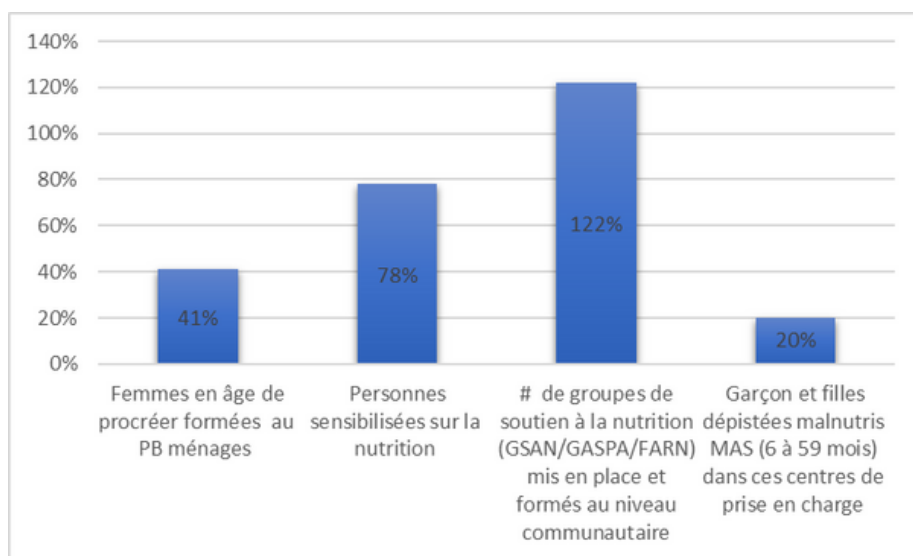
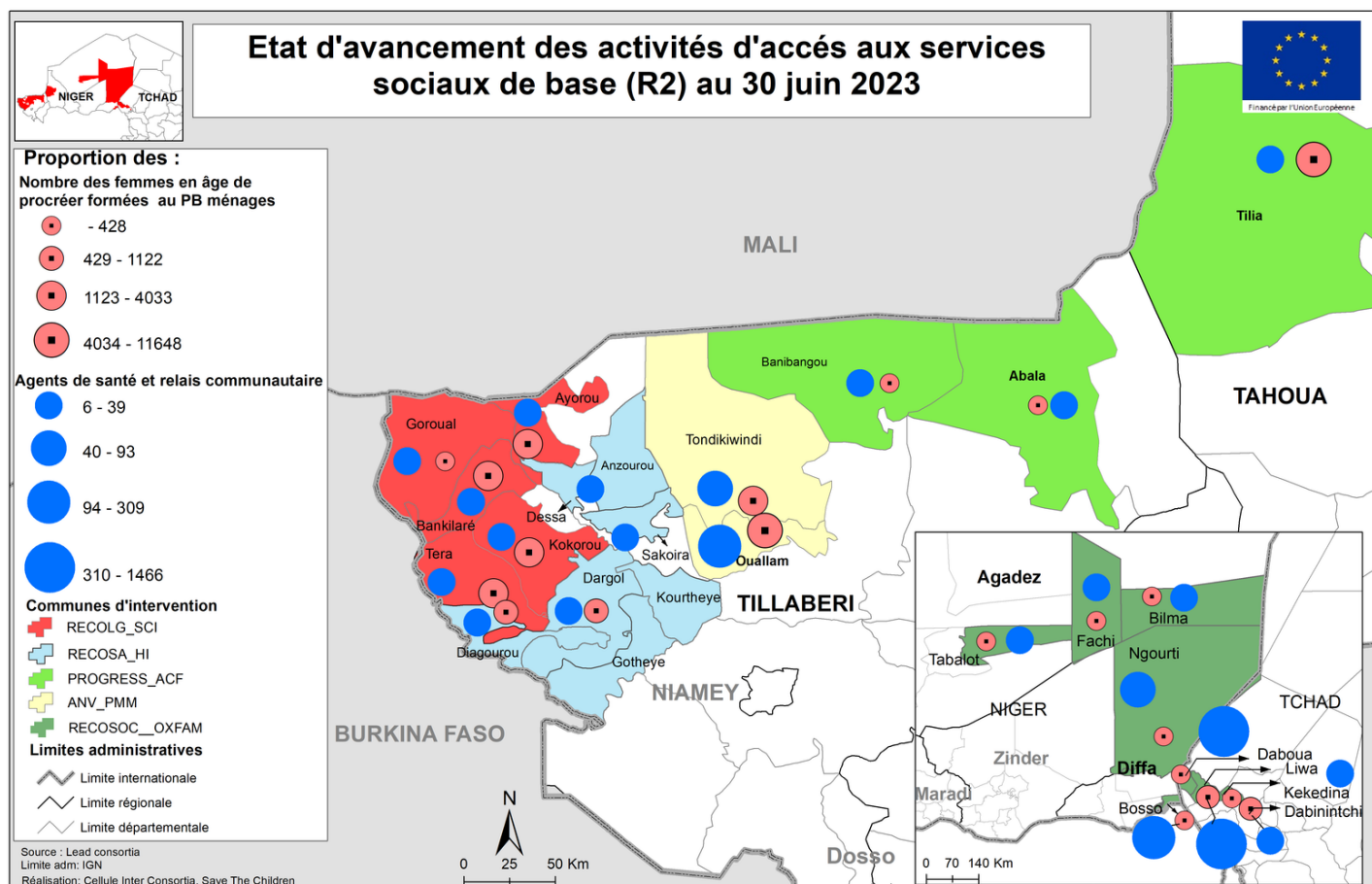
-  **37 913** femmes en âge de procréer formées et dotées au PB ménages soit un taux de réalisation global de 41%
-  **54 878** Enfants dépistés malnutris MAS (6 à 59 mois) (97% de filles)
-  **3 469** relais communautaires/agents de santé formés sur les thématiques de l'ANJE, EHA, PFE pour faciliter les activités sur le terrain dans ce contexte fragile.
-  **1097** groupes de soutien à la nutrition (GSAN/GASPA/FARN) mis en place et fonctionnels au niveau de 153 villages des communes de Tondikiwindi (29), Oualam (36) Abala (4), Banibangou (15), Tillia (6), N'Gourti (26) et Bosso (1), Dibinintchi (24) et Kakedina (12) au Tchad, avec un surplus de 501 par rapport au trimestre passé soit un taux de réalisation de 43% pour le projet ANV, 239% pour PROGRESS et 85% pour le projet RECOSOC
-  **228 954** personnes ont été sensibilisées sur la nutrition, dont 68% des femmes dans les 4 régions du Niger et 2 provinces du Tchad soit un taux de réalisation de 78%.
-  **Plus de 18 195** enfants de 6 à 23 mois ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle dont 22% des filles

FIGURE 2



CARTE 2



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.

3. MOYENS D'EXISTENCE ET RÉSILIENCE

Pour promouvoir les moyens d'existences et renforcer la résilience des ménages TP ciblés par les projets PDU-UE, un paquet multisectoriel d'activité est mis en œuvre à leur profit. Au cours de ce trimestre, une attention significative a été accordée au renforcement du pouvoir économique des femmes. Cela s'est manifesté par des appuis techniques et financiers, à la fois individuels et collectifs, accordés à 755 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Cette initiative représente une augmentation de 22 % par rapport au trimestre précédent. En outre, 4 768 femmes issues de ménages très pauvres ont bénéficié de ces soutiens, ce qui correspond à une augmentation de 86 % par rapport au trimestre précédent." Cet appui leur permet de développer des AGR porteuses identifiées par les bénéficiaires elles-mêmes. Des formations sur les techniques agro-écologiques innovantes ont été également dispensées à 435 ménages à travers les champs écoles paysans par RECOSA, RECOSOC et RECOLG, portant le nombre total à la date du rapport à 4710 ménages bénéficiaires. De même, plusieurs ménages très pauvres ont vu leur cheptel se reconstituer à travers l'appui en petits et gros ruminants avec un taux de réalisation à date de 85% par rapport à la cible globale.

RÉALISATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2023

Renforcement du pouvoir économique des ménages TP et des jeunes (groupes d'épargnes et AGR) :

- Ce trimestre, un total de 134 tontines, AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit) et groupes d'épargne-crédit ont été mis en place dans les communes de Tabelot (47 groupes), Bilma (26 groupes), Ngourti (16 groupes), Bosso (25 groupes), et 20 groupes pour le projet RECOLG.
- 3685 ménages ont reçu un soutien technique et financier pour le développement d'AGR pendant le trimestre. Cette mesure permet de renforcer les capacités des ménages à générer des revenus, à améliorer leurs moyens d'existence et à renforcer leur résilience.

Promotion de techniques agro écologique :

- 435 ménages formés aux pratiques agroécologiques dont (25) dans la commune de Tabelot (RECOSOC), RECOSA : Gotheye (100), Kourtheye (100) et RECOLG : Téra (85), Kokorou (68) et Goroual (57)

Promotion de la production animale :

- 559 ménages TP dont Kourtheye (278), Tabelot (281), ont bénéficié de **1112** têtes de bétail (petits ruminants, gros ruminants) dans la commune de Kourthey (RECOSA)
- 211 ménages formés/sensibilisés sur les techniques d'élevage à Tabelot (39), Kekedina (88), Dabinintchi (84) pour le consortium RECOSOC
- 02 BC/BAB ont été appuyés en stock aliment bétail et céréales dans la seule commune de Fachi et Bilma (RECOSOC) ce trimestre.



4710 ménages formés aux pratiques agroécologiques (CEP, via le CFW) et 426 Ha de terres récupéré via le CFW



4157 ménages ont vu leur cheptel reconstitué (petits ruminants, gros ruminants) avec la mise à leur disposition de **10106** têtes de bétail soit 35% de l'ensemble des ménages TP ciblés par le programme (11 600)



6734 ménages et jeunes ont reçu un soutien technique et financier pour redynamiser ou entreprendre une AGR



755 tontines /AVEC / Groupes d'épargne soutenus avec **98 217 755 FCFA** mobilisé soit un taux de réalisation global de **169%**



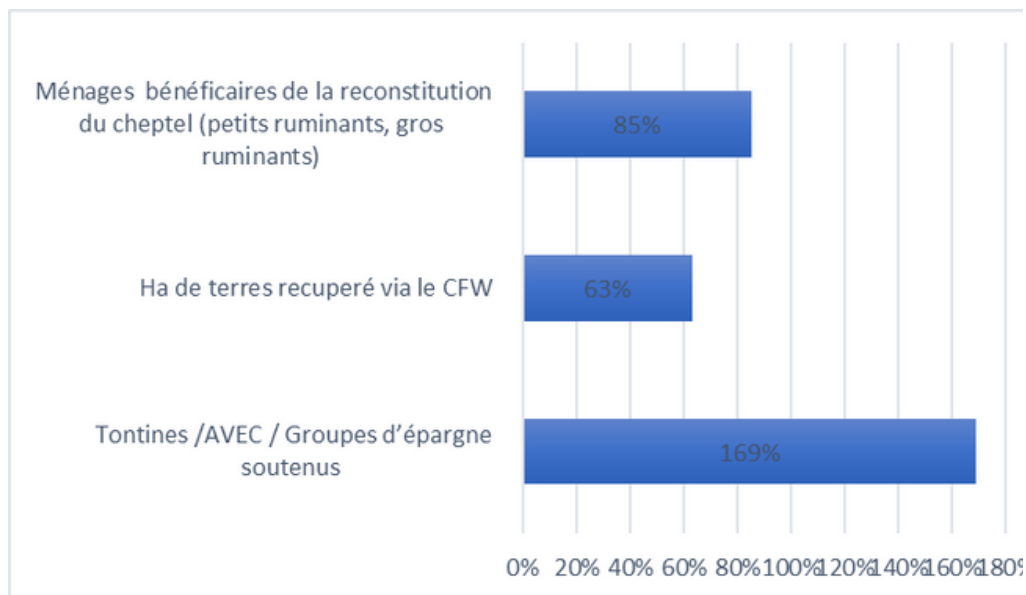
3089 ménages formés/sensibilisés sur les techniques d'élevage



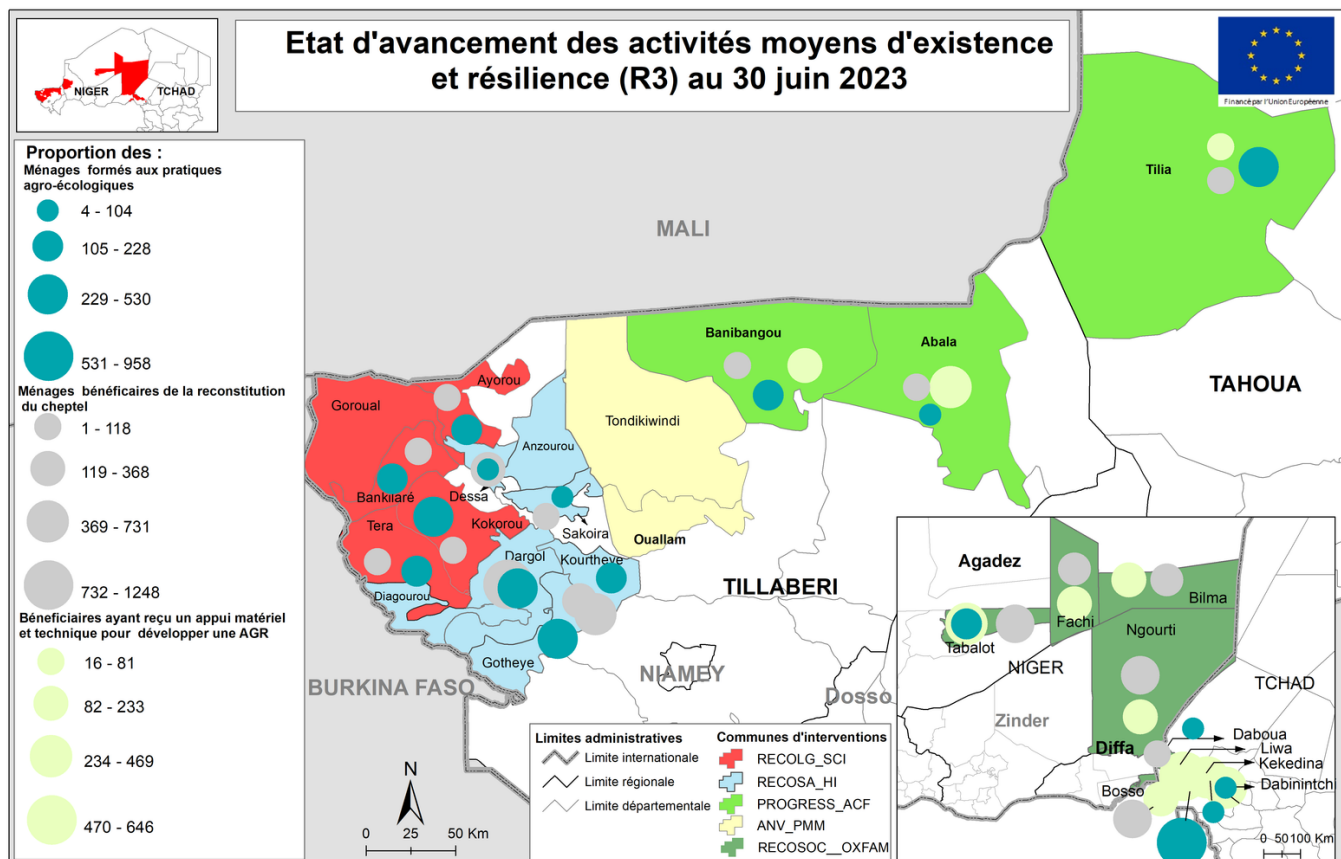
159 ménages ont été appuyés pour la pratique de l'aviculture.

29 BC/BAB renforcées en stock aliment bétail et céréales.

FIGURE 3



CARTE 3



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.
Réalisation : Cellule Inter Consortia, Save The Children Source : Lead consortia, Limite adm: IGN



4. GOUVERNANCE LOCALE

Cette composante vise l'amélioration des relations de confiance entre l'administration locale et les communautés. Pour y arriver des activités de rapprochement entre les communautés et les élus locaux et de renforcement de capacité de tous les acteurs sont initiées par les cinq consortia. Ce trimestre, la mobilisation des communautés autour des forums de dialogue a été relativement faible, avec une diminution du nombre de participants passant de 1 383 à 1 280 par rapport au trimestre précédent, malgré l'organisation de 9 forums par les consortia. Cette baisse s'explique principalement par la détérioration du contexte sécuritaire dans la région de Tillabéri, qui affecte principalement les zones d'intervention du PDU-UE, rendant difficile le déplacement des populations pour participer.

Les thématiques abordées lors de ces forums par les consortia sont les suivantes : *"Renforcement de la collaboration entre les autorités, les communautés et les acteurs civils-militaires"*, visant à résoudre les problèmes actuels dans les zones d'intervention, à briser la méfiance entre les civils et les militaires, et à favoriser une collaboration efficace entre les autorités, les civils et les militaires (RECOSOC). *"Déposons nos armes pour une paix durable"* dans les zones d'interventions du consortium PROGRESS ou l'accord de Paix de Banibangou a été récemment signé et ou le depot des armes fait partit d'un des points de l'accord. *"L'Amélioration des relations entre les jeunes autochtones et les jeunes personnes déplacées internes (PDI)"*; *"Coexistence pacifique entre PDI et demandeurs d'asile (réfugiés)"*; *"Accès aux services sociaux de base pour les PDI"* (RECOLG).

En outre des progrès importants sont enregistrés en matière de promotion de la citoyenneté à travers la facilitation de l'accès à la documentation civile à un nombre important de personnes. Des actions de plaidoyer ont également été conduites par 5 coalitions communales de Téra, Ayorou, Bankilaré, Kokorou et Goroual au cours desquelles des messages de plaidoyer ont été élaboré et soumis aux autorités des cinq communes. Ces messages ont porté sur « *La réouverture des écoles dans les zones d'insécurité d'ici à la rentrée d'octobre 2023 afin de permettre le retour à l'école des enfants déscolarisés et ceux en situation de PDI avec des conditions d'études pas faciles* » et « *La sécurisation des villages abandonnés pour permettre le retour des PDI afin qu'elles puissent reprendre leurs activités de subsistances* ».

Les réalisations clés de ce deuxième trimestre ainsi que la mise à jour des progrès à la date du présent rapport sont présentées ci-dessous:

RÉALISATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2023

Renforcement des capacités des structures communautaires et étatiques sur la gouvernance :

- 08 Ateliers de renforcement des capacités des structures communautaires et/ou étatiques de gouvernance ont été organisés au profit des autorités locales et STD dans les communes du projet RECOSOC
- 03 représentants de l'état dans les communes de RECOSOC et 20 structures communautaires ont été formés sur la gouvernance inclusive et sensible au conflit dans les communes de RECOSOC

Création d'espaces de dialogue et concertation entre communautés et autorités locales :

- 24 Tribunes d'expression populaire (forum de dialogue) entre la population et les représentants des autorités locales ont été organisés dans les communes suivantes (Tillia, Banibangou, Ngourti, Bosso, Daboua, Liwa,) et les communes de RECOLG
- 1 280 personnes (hommes, femmes, Jeunes garçons et jeunes filles) ont participé à ces fora de dialogue entre la population et les représentants de l'État et autorités locales dans les communes de Bosso, Ngourti, Daboua, Liwa, Kekedina et Dabinintchi au Tchad par le projet RECOSOC

Promotion de la citoyenneté active :

- Plus de 1727 personnes ont reçu leur documentation civile grâce à la sensibilisation des agents terrain.





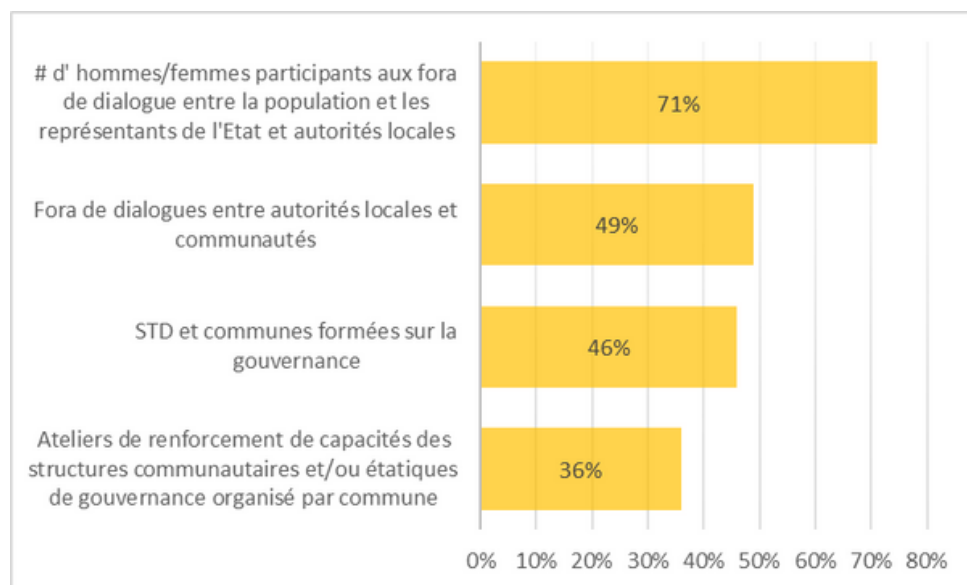
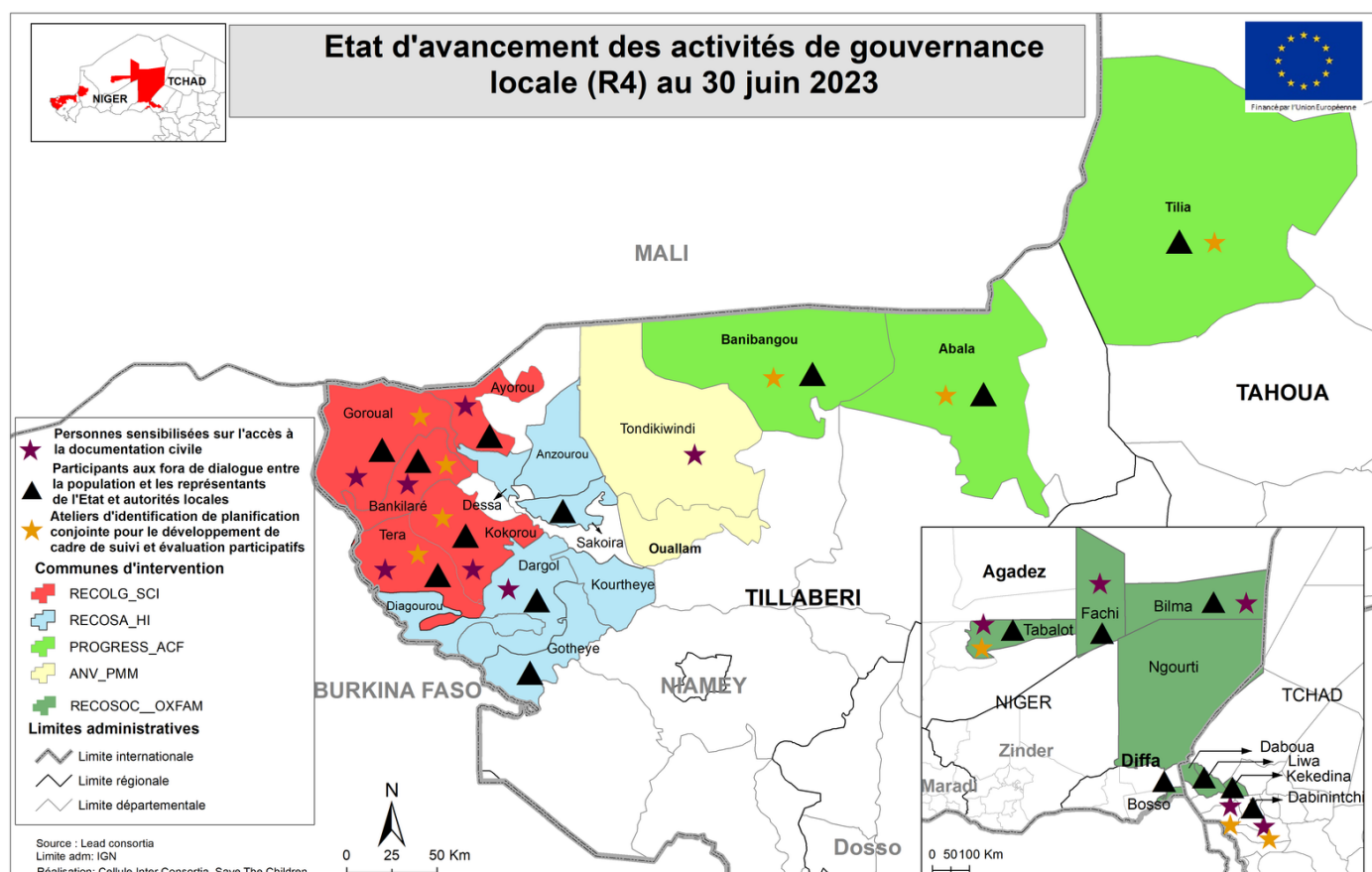
-  **8906** adultes et jeunes participants aux fora de dialogue entre la population et les représentants de l'Etat et autorités locales dont **43%** des femmes
-  **17 646** personnes sensibilisées sur l'accès à la documentation civile et **6 746** personnes ayant reçu la documentation civile
-  **32** Ateliers de renforcement des capacités des structures communautaires et/ou étatiques de gouvernance ont été organisés au profit des autorités locales et STD
-  **99** Tribunes d'expression populaire (forum de dialogue) entre la population et les représentants des autorités locales ont été organisés dans 18 communes (Téra, Ayorou, Bankilare, Kokorou, Goroual, Abala, Banibangou, Tillia, Dargol, Sakoira, Tabelot, Fachi, Bossa, Bilma, Kakedina, Dabou, Liwa et Dabininchi au Tchad) dont un taux de réalisation de **67%** pour le projet PROGRESS et **28%** pour RECOSA dont **8 906** personnes jeunes et adultes ont participé à ces fora de dialogue entre la population et les représentants de l'État et autorités locales.

FIGURE 4



CARTE 4



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.



5. PRÉVENTION ET GESTION DES CONFLITS

Ce trimestre le contexte sécuritaire de la zone d'intervention du PDU-UE s'est encore dégradé avec les multiples exactions des groupes armés sur les populations civiles d'une part et des affrontements entre les populations dans la région de Tillabéri d'autre part. Face à une telle situation et vue que la majorité des projets tirent à leur fin, **un accent particulier a été mis sur la consolidation des acquis en matière de prévention de conflits, de promotion des initiatives de la paix** afin de responsabiliser d'avantage les communautés et autorités locales à mieux renforcer la cohésion sociale et consolider la paix très fragile dans ces zones d'intervention.

Ainsi des formations sur la transformation des conflits et les approches participatives sensibles aux conflits et la cohabitation pacifique et résolution pacifique des conflits ont été adressées au profit des communautés et autorités locales. Les structures locales de prévention et gestion de conflits (COFO, COFOB, comité de la paix) ont également été renforcées à travers des formations/recyclage. Des messages de paix ont fait l'objet de large diffusion à travers les radios communautaires afin d'atteindre un maximum d'auditeurs et d'accroître l'impact sur la cohésion sociale et la cohabitation pacifique inter et intracommunautaire. Les comités d'alerte précoce de conflits/SCAPRU mis en place au niveau communautaire et les mécanismes d'Évaluation Participative des Vulnérabilités et des Capacités (EPVC) au niveau communal, devront quant à eux permettre aux autorités locales en concertation avec les populations de prendre des actions anticipatives sur la base des indicateurs d'alertes qui seront fournis par ces SCAPRU et les résultats des EPVC.

Les réalisations clés de ce deuxième trimestre relatives à la prévention et gestion des conflits ainsi que la mise à jour des progrès à la date du présent rapport sont présentées ci-dessous

RÉALISATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2023

- **02** analyses de conflits ont été effectuées dans 02 communes du projet RECOSOC à savoir Ngourti et Bosso
- Ainsi, **3194** acteurs locaux ont vu leurs capacités renforcées dans la transformation des conflits et les approches participatives sensibles aux conflits dans les zones d'intervention des projets RECOSOC, PROGRESS, ANV et RECOLG
- **220** diffusions de messages de paix par les radios dans les communes de PROGRESS et RECOSOC
- **11543** personnes touchées par les messages de paix diffusés par les radio dans les communes de RECOSOC
- **20** d'activités de rapprochement inter/intra-communautaires réalisées par les jeunes dans les communes de PROGRESS, RECOSOC et RECOLG
- **7** d'espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs mis en place dans les communes de RECOSOC
- **46** structures de prévention et gestion de conflit (COFO, COFOB, comité de la paix, etc) appuyées et fonctionnelles au niveau communal
- **21** de comités d'alerte précoce de conflits/SCAPRU mis en place
- **01** plans d'action pour la prévention de conflits élaborés et mis en œuvre
- Appui à la mise en œuvre des plans de mitigation des risques à hauteur de **23.295.500 FCFA (35514 euro)** au profit des communes de Kourtheye (**5.015.700**), Dessa (**4.673.900**), Dargol (**4.622.300**), Gotheye (**4.864.400**) et Sakoirra (**4.119.200**)













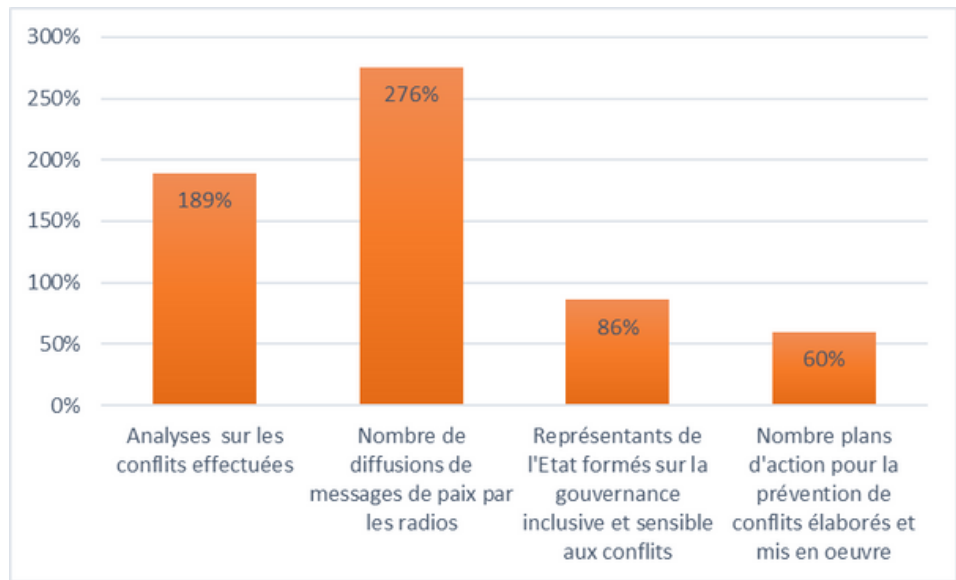
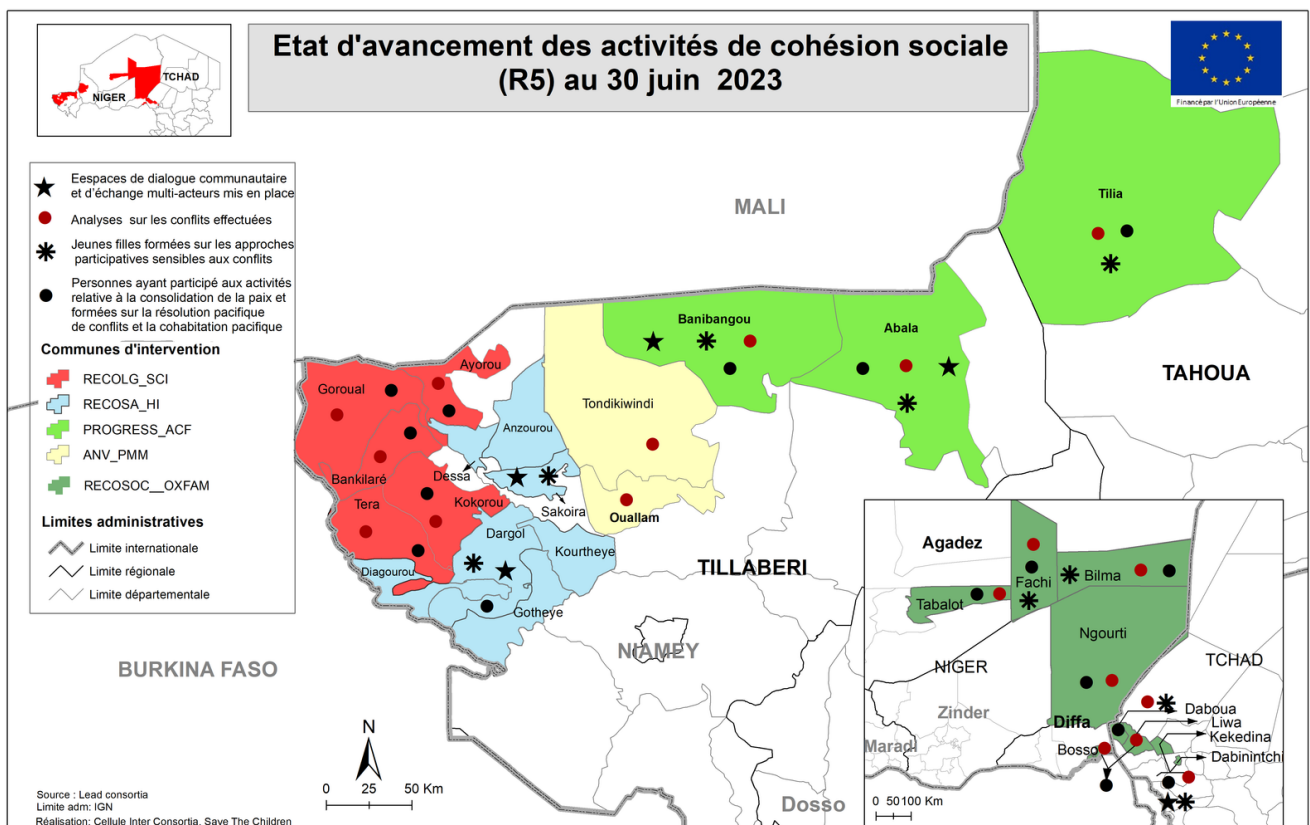
-  **35** Analyses sur les conflits effectuées
-  **3 766** Jeunes formées sur les approches participatives sensibles aux conflits
-  **11 166** Personnes ayant participé aux activités relatives à la consolidation de la paix
-  **12653** Personnes formées sur la résolution pacifique de conflits et la cohabitation pacifique
-  **114** Espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs mis en place
-  **927** diffusions de messages de paix par les radios dans les communes de PROGRESS et RECOSOC
-  **298630** personnes touchés par les messages des paix diffusés par les radio dans les communes de RECOSOC
-  **4769** d'activités de rapprochement inter/intra-communautaires réalisées par les jeunes dans les communes de PROGRESS, RECOSOC et RECOLG
-  **114** d'espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs mis en place dans les communes de RECOSOC
-  **69** structures de prévention et gestion de conflit (COFO, COFOB, comité de la paix, etc) appuyées et fonctionnelles au niveau communal
-  **115** de comités d'alerte précoce de conflits/SCAPRU mis en place
-  **45** plans d'action pour la prévention de conflits élaborés et mis en oeuvre

FIGURE 5



CARTE 5

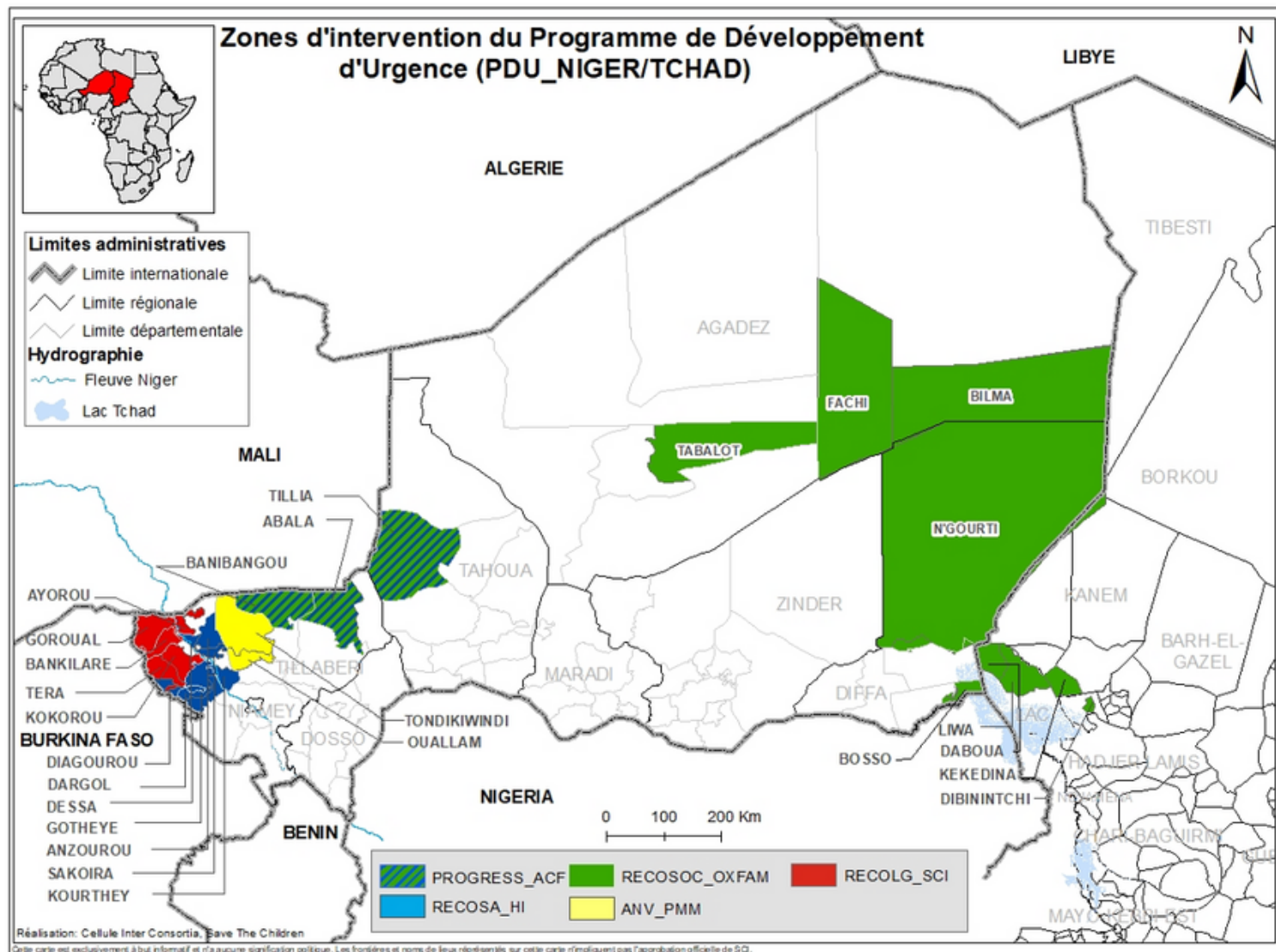


Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.

IV. LES BONNES PRATIQUES À CONSOLIDER PAR LES CONSORTIA CE TRIMESTRE

Les bonnes pratiques relevées par les consortia pour la mise en œuvre des activités au cours du trimestre sont résumés dans le tableau ci-dessous :

| Consortium | Bonnes pratiques à consolider | Pratiques à améliorer |
|----------------|--|--|
| RECOSA | <ul style="list-style-type: none"> ·R1:Cumul de deux tranches en cas de retard accusé pour faciliter la constitution de stocks alimentaires; ·R2: Inscription des activités dans les plans d'actions des districts sanitaires ; ·R3: La mise en place des projets de moyens d'existence facilite le suivi de la progression graduelle des ménages; ·R4: L'implication des acteurs locaux de la gouvernance dans le processus d'appui à la documentation civile ; ·R5: la mise en place de plusieurs stratégies de sensibilisation sur la cohésion sociale | <ul style="list-style-type: none"> ·R1: respects des planifications établies ·R2: maintien des calendriers définis avec les districts sanitaires ·R3: mettre en place des kits dans la dernière année du projet |
| RECOLG | <ul style="list-style-type: none"> ·Bonne collaboration des leaders communautaires avec le staff du projet ; ·Organisation des dialogues sur des thématiques d'actualités et pertinentes ·Facilitation des activités par les relais communautaires, les membres des comités de veille, les leaders communautaires. ·Implication continue des autorités administratives et locales dans la mise en œuvre | <ul style="list-style-type: none"> ·Fonctionnalité des mécanismes et des structures communautaires de base dans la gestion et la prévention de la malnutrition ; ·Renforcement du dispositif endogène de mise en œuvre des activités ; ·Renforcement de la collaboration avec les autorités locales et des services techniques déconcentrés de l'Etat ; |
| RECOSOC | <ul style="list-style-type: none"> ·R2: FARN en milieu désertique & nomade ·R3: Gestion des BC & BAB par les femmes ·R4: Puits de la Paix | <ul style="list-style-type: none"> R1: Suivi de proximité des activités de culture maraichère |



PUBLICATION

JULIA WALDRUCHE

CONCEPTION ET EDITION

ALASSANE SAIBOU MAIGA, SALMOU
HALIDOU RABO, CHAIBOU

CONTRIBUTEURS

CHAIBOU, ANTAROU CI-PDU-UE)
HASSANA MOUSSA ABBA (CI-PDU-UE)
ABDOUL AZIZ. M (ACCM/SCI)
MEAL: PROGRESS, RECOLG, ANV,
RECOSOC, RECOSA

CONTACTS:

Julia Waldruche (Inter consortia Coordination Manager) +227 92188581
Email: Julia.Waldruche@savethechildren.org
Salmou Alassane Maiga (Responsable MEAL) +227 92189968
Email: Salmou.Alassane@savethechildren.org
Halidou Rabo, Chaibou (Database/Cartographe) +227 80812030
Email: chaibou.halidou@savethechildren.org

